

Madame la ministre, mesdames et messieurs les membres du CSE,

Ce CSE se réunit alors que la guerre se poursuit et menace de s'amplifier en Ukraine et qu'une généralisation du conflit est en marche au Proche-Orient, mettant en danger tous les peuples de la région et bien au-delà. Le génocide en cours en Palestine doit cesser immédiatement ! L'invasion et les bombardements de l'armée israélienne au Liban doivent s'arrêter. La FNEC FP-FO se déclare solidaire de tous ceux qui défendent la paix, le cessez le feu, l'arrêt des livraisons d'armes, ainsi que la liberté d'expression et de manifester.

La FNEC FP-FO apporte tout son soutien aux travailleurs des territoires d'Outre-mer qui se mobilisent par la grève, les blocages et les manifestations pour exprimer leur colère contre la vie trop chère. La flambée des prix conduit à l'explosion de la précarité pour les personnels de l'Education nationale comme pour l'ensemble des populations. La FNEC FP-FO exige l'arrêt de la répression et l'ouverture de négociations immédiates sur les revendications légitimes.

Le gouvernement, qui ne peut se prévaloir d'aucune légitimité, veut dérouler sa politique austéraitre et maintenir les dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux et d'exonérations de cotisations sociales au patronat. En difficulté pour faire passer son budget de 60 milliards d'euros de coupes, il brandit la menace d'un 49-3.

Avec sa Confédération, la FNEC FP-FO réaffirme son exigence d'abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites et de maintien de tous les régimes de retraite existants, dont le Code des Pensions civiles et militaires. Ces revendications ont été réaffirmées lors du meeting FO du 26 octobre à Paris.

La FNEC FP-FO revendique la revalorisation de la valeur du point d'indice à hauteur de 10% tout de suite sans contrepartie et l'ouverture de négociations pour rattraper les 28,5% de perte de pouvoir d'achat subies depuis 2000.

Alors que les moyens manquent sévèrement à l'Ecole, à l'hôpital, comme dans tous les Services publics, les premières annonces du gouvernement Barnier confirment un nouveau budget d'austérité de destruction des Services publics.

La ministre de l'Education nationale confirme les suppressions de plus de 4000 postes d'enseignants à la rentrée 2025.

Alors que 24 000 élèves ne sont déjà pas pris en charge dans les établissements sociaux et médico-sociaux faute de places, le gouvernement veut accélérer le démantèlement de l'enseignement spécialisé. Comment des places dans les classes spécialisées et adaptées pourraient être trouvées en supprimant plus de 4000 postes d'enseignants ?

La FNEC FP-FO réaffirme ses revendications d'annulation de toutes les suppressions de postes, de créations des postes statutaires nécessaires et de mise en place immédiate d'un plan de titularisation pour tous les contractuels qui le souhaitent.

La ministre veut également poursuivre et aggraver les contre-réformes, notamment le « Choc des savoirs », le pilotage par l'évaluation, le Pacte enseignant, les réformes du lycée et du baccalauréat, la réforme de la voie professionnelle, Parcoursup... La FNEC FP-FO réaffirme son exigence d'abrogation de toutes ces mesures qui suscitent déjà la colère des personnels et des usagers.

Mais ce n'est pas tout !

Il faudrait réaliser les économies sur le dos des salariés et des services publics, en allongeant de 1 à 3 jours le délai de carence pour les fonctionnaires et en réduisant de 100 à 90% le traitement indiciaire perçu pendant des arrêts de maladie ordinaire. Ajoutons à cela une possible deuxième « journée de solidarité » c'est-à-dire une nouvelle journée de travail gratuit ainsi que de nouvelles attaques contre le Statut des Fonctionnaires. En effet, le ministre de la Fonction publique a annoncé que les mesures de l'ex- ministre Guerini ne devaient pas « être mises à la poubelle ». Il se déclare favorable à la rémunération au mérite, à la suppression des catégories A B et C, et au licenciement des fonctionnaires pour insuffisance professionnelle...

Ça suffit ! La coupe est pleine ! Suite à l'alerte sociale déposée par l'intersyndicale, la question de la grève est posée !

Les fédérations de l'Éducation nationale ont exigé en commun face à la ministre de l'Éducation nationale :

- Abrogation de la réforme des retraites
- Annulation des 4000 suppressions de postes et création des postes nécessaires
- Abandon du « Choc des savoirs » et du Pacte
- Revalorisation des salaires sans contrepartie
- Un statut pour les AESH...

La déclaration intersyndicale se concluait par : « *En l'absence de réponse, notamment à notre alerte sociale unitaire déposée le 13 octobre et au préavis de grève qui y est associé, nous organiserons rapidement avec les personnels les mobilisations nécessaires.* »

La ministre et le gouvernement refusent de répondre à nos revendications. Ils ne nous laissent pas d'autre choix que de préparer au plus vite le rapport de force pour les contraindre à nous donner satisfaction. La FNEC FP-FO s'est adressée aux autres fédérations pour leur proposer d'organiser ensemble la mobilisation nécessaire. Elle appelle les personnels à se réunir dès la rentrée pour discuter des revendications et décider des moyens de les faire aboutir, à participer aux réunions syndicales pour préparer la grève pour gagner ! Un préavis de grève de la FNEC FP-FO couvre les collègues sur toute la période.